

# CONGRES PENITENTIAIRE INTERNATIONAL BUDAPEST - 1905.

## Première section

**1<sup>ère</sup> question :** Pour quels délits y a-t-il lieu d'édicter l'amende comme peine supplémentaire ? Quelles règles doivent présider à la saisie des biens du condamné à l'amende et à l'exécution de l'emprisonnement subsidiaire ?

**2<sup>ème</sup> question :** Quels sont les éléments constitutifs du délit d'escroquerie ?

**3<sup>ème</sup> question :** Le recel doit-il être considéré comme un délit spécial ou comme un acte de complicité ?

**4<sup>ème</sup> question :** Les résultats de l'institution du jury ont-ils été tels qu'il y aurait lieu d'y apporter des réformes ?

## Deuxième section

**1<sup>ère</sup> question :** Quels sont les meilleurs moyens d'opérer un classement moral des condamnés détenus, et quelles peuvent être les différentes conséquences de ce classement ?

**2<sup>ème</sup> question :** Peut-on astreindre au travail les prévenus ou les accusés, lorsqu'ils ont été antérieurement condamnés à une peine privative de liberté ?

Si le travail ne peut pas être imposé à ces prévenus ou accusés, l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine ne doit-elle pas être subordonnée à l'acceptation volontaire du travail pendant la prévention ?

**3<sup>ème</sup> question :** D'après quels principes, dans quels cas et sur quelles bases, y aurait-il lieu d'allouer des indemnités aux détenus ou à leurs familles, en conséquence d'accidents survenus dans le travail pénal ?

Quelles dispositions particulières comporterait à cet égard, le travail des jeunes détenus dans les colonies ou dans les écoles de réformes, soit publiques, soit privées ?

**4<sup>ème</sup> question :** Est-il nécessaire de créer des établissements de détention spécialement affectés :

- a. aux personnes à responsabilité restreinte
- b. aux ivrognes invétérés

Si oui, selon quels principes ces établissements devraient-ils être organisés ?

D'après quels principes pourrait-on autoriser et de quelle manière pourrait-on organiser, l'occupation des condamnés aux travaux des champs ou à d'autres travaux d'utilité publique en plein air ?

## Troisième section

**1<sup>ère</sup> question** : Quelle est, dans les divers pays, l'influence reconnue de l'alcoolisme sur la criminalité ? A quels moyens spéciaux y a-t-il lieu de recourir, à l'égard des condamnés en général, pour combattre l'alcoolisme ?

**2<sup>ème</sup> question** : Quels sont les moyens de combattre et de traiter la tuberculose et d'en éviter la progression dans les établissements pénitentiaires de tout ordre ?

**3<sup>ème</sup> question** : Délimitation de l'intervention de l'Etat en matière de patronage.

## Quatrième section

**1<sup>ère</sup> question** : L'Etat doit-il prendre des mesures pour protéger les enfants des condamnés ? Quelles seraient à cet effet, les mesures les plus efficaces ?

**2<sup>ème</sup> question** : Y a-t-il lieu de créer des établissements d'observation pour les jeunes délinquants, les enfants vicieux ou moralement abandonnés ? Si oui, quelle en devrait être l'organisation ?

**3<sup>ème</sup> question** : Les lois de certains Etats prévoyant la détention pour une certaine catégorie de délinquants mineurs, quel est le régime à leur appliquer ? Les condamnés mineurs doivent-ils être mis en cellule pour toute la durée de leur peine ou pour une partie seulement ?

**4<sup>ème</sup> question** : Quels sont en dehors des moyens d'éducation ordinaires, les mesures les plus efficaces pour assurer la préservation des enfants moralement abandonnés et la réforme des enfants vicieux qui n'ont encore commis aucune infraction punissable ?